

**PROGRAMME  
SPORT ET RELATIONS  
INTERNATIONALES**

**« LA MIXITÉ :  
ENJEU INCONTOURNABLE DE L'ÉVOLUTION DE  
LA GOUVERNANCE DU SPORT ? »**

**Entretien avec Dominique CROCHU /**

PIONNIÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU FOOTBALL FÉMININ,  
EX-PREMIÈRE DIRECTRICE À LA FFF, ASSOCIÉE DIGITALY

SEPTEMBRE 2018

**OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT**



**IRIS :** Vous avez eu une longue carrière au sein de la Fédération française de football (FFF) et vous suivez encore sans doute les décisions prises, quel est votre ressenti concernant l'évolution du « football féminin » en France ?

**DOMINIQUE CROCHU :** J'ai travaillé à la FFF à partir de 1974, soit un peu après le moment où la Fédération a autorisé les femmes à pratiquer le football (1970 ère moderne) et où le premier championnat de France a été organisé (1974). J'étais sportive moi-même, pratiquant le handball, et je me rappelle avoir été frappée par la différence de traitement entre les sports. Je ne comprenais pas à l'époque pourquoi les femmes pouvaient jouer au handball sans problème particulier, alors que dans le même temps, cela était d'abord interdit, puis juste toléré dans le football, et toujours non autorisé pour le rugby à ce moment-là.

À ce sujet, ce qui me tient à cœur, c'est de contribuer au changement de regard, d'approche sur la place des femmes dans le sport. En effet, la sémantique est importante. Le sport est pratiqué par les hommes et les femmes. Aucune raison de parler de « football féminin » versus football. Ou alors, la précision est à apporter pour le « football masculin ». C'est important pour tous les sports. En ajoutant « féminin » au mot « sport », on met en place -de fait- un monde à part « hors du Sport ». On fabrique une sous-catégorie, on le cantonne à une soi-disant spécificité. Les règles du jeu et la taille des terrains sont identiques. De plus, en accolant l'adjectif « féminin » cela ne recouvre, dans l'esprit du public, que la pratique sportive.

Le sport et - donc le football - a besoin de plus de mixité dans toutes les instances des niveaux local, régional, national et international. C'est un enjeu majeur de l'évolution de la gouvernance générale. Bien entendu, il en est de même pour tous les métiers ou activités professionnelles, techniques liés au sport (coach, arbitre, staff, administration...). Il nous paraît vital que la vision soit générale, totalement inclusive et non pas pilotée par silo. Bien sûr, concernant la gouvernance, il est nécessaire de s'intéresser à la diversité et d'avoir une approche multiculturelle. On en est très loin vu la gouvernance du sport en France.

Pour en revenir aux années 1980, à l'époque, ce sport était le domaine quasi-exclusif des hommes, où ils détenaient (et détiennent toujours) massivement le pouvoir dans l'ensemble des instances dirigeantes, mais également dans les médias (émissions sportives). Avec le recul, on peut considérer que la résistance à l'évolution a été forte. Et qu'elle est encore présente dans bien des situations.

Quelques progrès en 1985, avec l'arrivée de Marilou Duringer, (première femme élue au conseil fédéral à la FFF) qui par sa ténacité et ses compétences, a fait beaucoup pour le développement des compétitions et des opérations pour les féminines. Elle a été longtemps Chef de Délégation de l'Équipe de France. Elle a travaillé dans l'ombre, bénévolement, et reste pourtant la pierre angulaire de ce développement. Elle a aussi participé à la nomination d'Élisabeth Loisel, animatrice nationale, qui a également œuvré sur le plan technique. Il ne faut pas non plus oublier le travail de l'ombre de centaines de bénévoles qui ont permis ces avancées, alors même que des retours en arrière ont parfois été envisagés, comme par exemple, celui de supprimer le championnat de France féminin en 1984.

Pour faire le lien avec la période présente, Noël Le Graët, élu en 2011 et actuel président de la Fédération, a compris l'importance que pouvaient avoir les femmes dans le football. C'est surtout un homme convaincu des bienfaits de la mixité. Grâce à tout le travail entrepris en amont, il a pu prendre en compte cette nouvelle dimension du football sur le moyen et long terme. Il a eu le mérite de donner de la visibilité à l'équipe de France féminine -via la diffusion à la télévision des matches des Bleues lors de la Coupe du Monde en 2011. La grande qualité du jeu produite par les Bleues coachées par Bruno Bini et leurs résultats (4e de la compétition) ont eu un fort impact sur l'image dans le public.

L'Organisation de la Coupe du monde, pendant l'été 2019 en France, obtenue par le président de la FFF (Noël Le Graët) et la vice-présidente Brigitte Henriques, peut-être une étape forte pour la pratique des filles et des garçons dans les clubs.

**IRIS :** Selon vous, peut-il y avoir un retour en arrière sur ces questions-là ?

**DOMINIQUE CROCHU :** Je ne pense pas qu'on puisse assister à un véritable retour en arrière. Quand il s'agit des femmes, des décélérations sont toujours possibles : raison pour laquelle il faut faire attention. En effet, le développement est toujours conditionné à une stratégie de politique fédérale. La récente interdiction aux jeunes filles du rugby et de la boxe aux Tongas doit rester à notre esprit.

La question de la gouvernance du sport est épineuse, car elle reste relativement fermée. Aussi, les choses peuvent basculer assez vite. C'est souvent l'influence de quelques personnes, au sein des fédérations, qui ont un impact déterminant sur la politique sportive de leur discipline. Et de fait sur des dizaines voire centaines de milliers de pratiquants et pratiquantes.

Pour le football, les points forts de l'équipe de France (moyens) et quelques sections féminines intégrées dans les clubs professionnels (masculins) ne doivent pas faire oublier les fragilités de certains clubs de la D1 féminine. Rappelons au passage que c'est une compétition au statut encore « amateur ». Et lorsqu'on examine la situation des clubs de D2 féminine, là effectivement, c'est encore plus sensible au niveau organisationnel et budgétaire. Nécessité de chercher d'autres moyens de développement, de penser un modèle économique pour certaines compétitions, d'appuyer les clubs, et peut-être à réfléchir à de nouvelles formes de pratiques ?

**IRIS :** Quelles évolutions notez-vous concernant les formes de pratiques du football ?

**DOMINIQUE CROCHU :** Historiquement, on a vu que la pratique du football par les femmes est arrivée de façon bien postérieurement à celle des hommes. En conséquence, il était extrêmement dur de se faire une place. Il ne s'agit pas de parler forcément de sexisme même s'il existe, mais plutôt d'une réalité : celle de trouver des clubs qui veulent fonder une section féminine, et le lien avec les terrains disponibles, la nécessité d'entraîneurs, de créneaux, d'horaires, de vestiaires... La difficulté des accès aux infrastructures est une réalité pour les femmes dans le sport. On cherche souvent à

calquer l'organisation du football pratiqué par les garçons sur celle des filles, ce qui est dommage, car on ne voit pas d'innovation mise en œuvre.

À ce titre, le multisport - pour les enfants - est une approche intéressante, mais se pose encore une fois la question de l'organisation. Si cela est intéressant intellectuellement, se pose toujours la question de la pratique. Aussi, la solution pourrait venir du monde scolaire et universitaire. On peut penser au modèle anglo-saxon, où les jeunes ont beaucoup plus de temps de sport au collège et au lycée. Si ces solutions sont évoquées depuis des décennies en France, le changement est très long et l'on nie encore au football (et au sport de façon générale) un vrai rôle sociétal et éducatif.

Une autre piste d'évolution réside dans le numérique, qui va encourager de nouvelles pratiques, de nouvelles formes de rassemblements. Déjà des applications existent et sont développées pour permettre d'aller jouer hors des stades, hors des clubs. L'agilité, la liberté, la revalorisation du sport hors du monde compétitif sont des points sur lesquels il serait intéressant de réfléchir.

Encore une fois, ce qui est surprenant, c'est la lourdeur dont nous faisons preuve - dans l'univers du sport - dans l'organisation de la pratique alors que nous vivons à l'ère de l'agilité et du monde numérique. Le sport passe, sans doute, à côté d'autres pratiques et potentiellement d'autres types de publics en ignorant le sport loisir. D'ailleurs, la FFF avait failli rater le football à 5, comme la Fédération d'athlétisme a raté le running. Avec ce genre de pratiques, on n'a pas forcément besoin de licences, on dispose d'une plus grande liberté dont peuvent bénéficier les filles et les garçons.

**IRIS : Les modes de consommation du sport tendent à changer, quel rôle les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) vont-ils jouer dans les années à venir ?**

**DOMINIQUE CROCHU :** Si l'on parle beaucoup à date des GAFA dans le domaine du sport, les prochaines années seront d'autant plus importantes à suivre. En effet, les GAFA commencent à s'intéresser à la diffusion d'évènements sportifs sur les réseaux. Ils proposent un autre type de consommation du sport, en rupture avec ce que l'on pouvait connaître avant. En effet, la mise en place de formats courts (extraits, moments forts...)

correspond à l'usage et la mobilité du public devenus des mobinautes plus que des téléspectateurs.

À ce jour, la télévision fait toujours des fortes audiences pour la diffusion des événements sportifs. Le sport draine les plus grandes audiences versus tous les autres programmes.

Globalement, les GAFA ont des moyens financiers colossaux pour dépasser les chaînes de TV en termes de puissance monétaire pour acheter des droits. Amazon et YouTube<sup>1</sup> ont déjà signé des accords sur des matches du Brésil (2018-2019) et pour la première fois sur le championnat anglais (2019-2022).

De plus, ils ont la capacité et auront l'agilité de s'adapter aux nouveaux usages de consommation de sport. Linéaire pour le direct d'une part, et d'autre part, la production de contenus attractifs en permanence.

Les géants de l'Internet vont impacter voire révolutionner fortement l'achat des droits de diffusion du sport des compétitions internationales et toute la distribution des contenus lors des événements mondiaux.

**IRIS : Alors que les réformes des institutions sportives, notamment concernant la gouvernance sont d'actualité, quels sont, selon vous, les chantiers urgents ?**

**DOMINIQUE CROCHU :** Je considère que la mixité est une priorité, puisqu'elle ouvre des horizons qui ne sont pas accessibles dans les cycles de réflexions actuels. Quand j'évoque la mixité, je parle d'équipes mixtes au sens de sexes, des origines, des métiers, des profils, des générations, etc. Or, aujourd'hui, le monde du sport a tendance à raisonner en silo avec une verticalité des réflexions et aucune transversalité.

Sur la question spécifique de la place des femmes dans la gouvernance du sport, les fédérations oublient souvent de prendre en compte la composition des commissions, où il y a encore peu de femmes. Entendons-nous, il ne s'agit pas de rajouter des femmes

---

<sup>1</sup> Lien sur article GAFA

<http://www.estimation-media.com/les-gafa-et-les-droits-de-diffusion-du-sport/>

« artificiellement » pour remplir des quotas, mais bien au contraire, de favoriser et d'encourager une montée en compétences pour qu'elles soient présentes au sein des institutions locales, régionales, nationales auprès des fédérations, des ligues et des clubs professionnels, en apportant des propositions qui feront évoluer le sport, avec les hommes. Il me paraît essentiel de parler de mixité, et d'associer hommes et femmes, par exemple sur les questions de « féminisation ».

Je pense que toutes les stratégies de politique sportive devraient se construire avec le prisme de la mixité. Et là, ce serait extrêmement différent comme approche. Donc comme résultats sur le long terme.

**IRIS : Plus concrètement, quelle place peut jouer la mixité dans la pratique sportive du football ?**

**DOMINIQUE CROCHU :** Un des axes de développement, par exemple, serait de faire jouer les garçons et les filles ensemble. Je pense que c'est un bon moyen pour faire évoluer le regard et les mentalités de façon réciproque. On peut penser à la création d'équipes mixtes aussi. Si demain l'UEFA et la FIFA perçoivent un intérêt à la mixité sur l'aire de jeu, ils débloqueront des fonds pour développer cette pratique. Même si on réfléchit au niveau de l'espace public, toutes les infrastructures publiques sont faites par des garçons pour des garçons, alors que cela devrait être des espaces de mixités.

Je crois que l'on se sentirait tous mieux quand on aura la mixité avec un « s » et qu'à chaque fois qu'on pense à un projet, on pense en même temps aux filles et aux garçons. ■

**OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT**

**« LA MIXITÉ : ENJEU INCONTOURNABLE DE L'ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE DU SPORT ? »**

**Entretien avec Dominique CROCHU/**

PIONNIÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU FOOTBALL FÉMININ, EX-PREMIÈRE DIRECTRICE À LA FFF, ASSOCIÉE DIGITALY

SEPTEMBRE 2018

*Un observatoire du*

**PROGRAMME SPORT ET RELATIONS INTERNATIONALES**

Sous la direction de Carole GOMEZ, chercheuse à l'IRIS ([gomez@iris-france.org](mailto:gomez@iris-france.org))  
et Pim VERSCHUUREN, chercheur associé à l'IRIS ([verschuuren@iris-france.org](mailto:verschuuren@iris-france.org))

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)